

Alain Krivine vient de mourir à l'âge de 80 ans. Dans cet entretien publié au printemps 2018, il revenait pour les 50 ans de l'événement sur l'explosion étudiante et ouvrière de mai 68, qui fit vaciller le pouvoir gaullien, s'affirma comme la plus grande grève de l'histoire française, et bouscula l'ordre social à tous les niveaux, sans toutefois parvenir à se muer en révolution.

Adhérant en 1956 à l'âge de quinze ans à la Jeunesse communiste, Alain Krivine a été militant de l'Union des étudiants communistes et du PCF. Exclu du PCF en 1966, il est l'un des fondateurs de Jeunesse communiste révolutionnaire, puis de la Ligue communiste et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Un des animateurs du mouvement de mai 68, il est candidat pour la Ligue communiste puis pour la LCR aux élections présidentielles de 1969 et de 1974. Il a été membre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) depuis sa fondation en 2009.

ContreTemps : Nous voici à commémorer le cinquantième anniversaire de mai 68, qu'est-ce que cela t'inspire ?

Alain Krivine : Je ne suis pas très amateur de ce type d'anniversaires qui trop souvent ressemblent à des enterrements. Moi je ne veux pas enterrer 68 !

Macron semble avoir eu l'intention de « fêter » mai 68. Mais en se référant à quelle manifestation ? Celle ouvrière du 13 mai ou celle de la droite aux Champs-Élysées ? Peut-être les deux en même temps ! Au final il semble qu'il ne fera rien, malgré la présence à ses côtés de Daniel Cohn-Bendit et Romain Goupil, deux ex-soixante-huitards aujourd'hui convertis au macronisme...

Je refuse de réduire mai 68, comme certains s'y évertuent, à ses dimensions de révolution culturelle, voire sexuelle. Même si ces dimensions ont été présentes, 68 c'est d'abord une immense mobilisation ouvrière, la grève générale, avec ses dix millions de grévistes, les occupations d'usines, les drapeaux rouges arborés... Cela en France, et sous des formes différentes en Italie.

Une mobilisation ouvrière qui, dans la plupart des pays du monde, fut précédée et qui a été suivie d'un mouvement étudiant et de la jeunesse..

CT : Aujourd'hui, quelle analyse peut-on faire de cette expérience de 68 ?

A. K. : Ce que je retiens principalement de 68, c'est cette possibilité d'une énorme explosion sociale, sans que celle-ci devienne une révolution. Déjà trotskiste à l'époque, j'ignorais jusqu'où cela irait, mais je savais où ça n'irait pas. Ce ne pouvait devenir une révolution, parce qu'il n'y avait pas une réelle auto-organisation du prolétariat, et pour notre part nous n'étions pas implantés dans les entreprises. Bref, n'étaient pas réunis les différents facteurs qui aurait rendu possible une révolution politique.

Je me souviens de notre manifestation passant devant le Parlement que gardaient quelques policiers. Personne n'a eu l'idée d'y entrer ! On a crié « *le pouvoir aux travailleurs !* », mais quel sens cela avait-il ? Ceux qui le voulaient n'avaient aucune crédibilité pour l'imposer, quant au PC et à la CGT qui en auraient peut-être eu le moyens, ils récusait cette perspective.

On repère déjà là une faiblesse de bien des mouvements apparus depuis, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, les Zapatistes au Mexique, voire Sanders aux États-Unis... Malgré leurs forces et leurs qualités tous ont buté sur cette question de l'organisation dans la perspective de la prise du pouvoir. Celle-ci pose les questions de l'auto-organisation et d'une ou plusieurs organisations politiques qui portent le projet, hors du champ des élections et des institutions existantes, d'une prise du pouvoir.

En 68, on a vu des réalités intéressantes : la livraison de la nourriture organisée par des intersyndicales et des comités d'action, durant une semaine, en l'absence de policiers, la prise en charge de la régulation de la circulation par des volontaires portant un brassard syndical, et même un « soviét » à Saclay... Mais cela ne donne pas une auto organisation permanente, au-delà de quelques semaines, répondant à la question de comment maintenir durablement la mobilisation et la volonté de prendre en main la société. Ni à celle d'un parti qui, sans être donneur de leçons, soit capable d'inventer les propositions permettant d'avancer sur cette voie.

Il me semble que ces deux problèmes restent aujourd'hui sans solution.

On peut dire que 68 fut une période de transition. Il y avait alors une nouvelle classe ouvrière, des jeunes peu syndicalisés, qui venaient des campagnes, et très radicalisés. Mais dans l'ensemble du prolétariat, l'emprise du PC et la CGT restait très forte, ce qui leur a permis de contrôler un mouvement que pourtant ils ne dirigeaient pas. La diffusion parmi les ouvriers de « l'antigauchisme » à l'encontre des étudiants et des groupes révolutionnaires ne fut pas sans effet. Du coup, on descendait massivement dans la rue aux côtés des étudiants pour manifester contre la répression, mais certainement pas pour conduire au pouvoir Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit ! Ce n'est que par la suite que l'autorité du PC sur la classe ouvrière se vit réellement contestée.

Dans le milieu étudiant arrivaient dans les facultés des jeunes qui étaient travaillés par un ras-le-bol du conservatisme y régnant, et par une politisation liée à la guerre du Vietnam. La manifestation de février à Berlin aux côtés de Rudi Dutschke, scandant un slogan au demeurant discutable « *Che, Che Guevara ! Ho, Ho Ho Chi Minh !* », en avait été le signe.

Allaient naître de nouveaux mouvements sociaux et culturels, parmi les femmes, les homosexuels, les immigrés... Mais qui ne s'épanouiraient qu'au cours des années suivantes. Par exemple, on voit que les jeunes femmes étaient très présentes dans les manifestations étudiantes, puis dans les grèves. Pourtant toutes les figures représentatives du mouvement étaient des hommes.

CT : À l'époque la possibilité d'un changement au niveau du pouvoir a été posée, le « tout est possible ! » prononcé à Charléty...

A. K. : J'étais présent à Charléty. En observateur, j'avais en effet refusé de participer à la réunion préparatoire où avait eu lieu la discussion avec Mendès-France et Mitterrand. Ce grand rassemblement n'a pas permis de donner une réponse à la situation. De Gaulle n'allait pas tarder, dès son retour d'Allemagne, à reprendre la situation en main en décidant la dissolution de l'Assemblée, pour imposer des élections que le PC acceptait. On a eu la grande manifestation de la droite aux Champs-Élysées et les élections de juin avec une victoire écrasante de cette même droite. Ce fut un aboutissement logique dès lors que la mobilisation populaire s'était défaite. Je garde le souvenir d'un gars qui, lors de la

réunion des barricades rue Gay-Lussac, expliquait en rigolant « *c'est ma voiture qui brûle* »... Je suis sûr qu'en juin le même a voté à droite, pour appuyer le rétablissement de l'ordre.

CT : Et en ce qui concerne la liaison entre étudiants et ouvriers, quels souvenirs en as-tu ?

A. K. : Je suis allé deux fois aux portes de l'usine Renault de Billancourt. La « *forteresse ouvrière* », celle qui lorsqu'elle éternue la France s'enrhume...

La première fois, c'était en mai, suite à une AG étudiante, massive, avec beaucoup de bavardages. J'avais proposé qu'on concrétise la volonté d'unité entre ouvriers et étudiants en rejoignant Billancourt. Banco ! Longue marche de plusieurs milliers d'étudiants jusqu'à Billancourt. Là, portes de l'usine fermées, quelque ouvriers en haut des murs nous faisant des signes amicaux et chantant l'Internationale. Mais rien de plus.

J'y suis retourné en 1969 en tant que candidat à la présidentielle. Monté sur un camion, entouré de 150 camarades pour assurer le service d'ordre, et cette fois plusieurs centaines d'ouvriers qui scandaient « *le fascisme ne passera pas* ». Mot d'ordre pour le moins discutable !

Ce n'est que plus tard que la direction du PC perdrait ce contrôle sur la classe ouvrière...

CT : Tu rappelles que dès 1969, suite au départ de De Gaulle, tu as été candidat à l'élection présidentielle. Oubliées la « farce électorale »¹ et « élections piège à cons » ?

A. K. : La formule pouvait avoir quelque fonctionnalité au moment où De Gaulle a annoncé les élections. Mais c'était strictement conjoncturel. Ce serait totalement faux si on la transformait en mot d'ordre général. Il faut se présenter aux élections, non pour faire croire qu'on peut changer le monde par cette voie, mais pour se faire entendre, défendre ses propositions dans les médias.

En 1969, il ne s'agissait pas d'ambitionner beaucoup de voix, ni *a fortiori* prétendre se faire élire. Mais d'utiliser radio, télévision et médias pour se faire entendre. Ce fut compris, au moins des secteurs militants. Dans l'électorat c'est plus douteux, le score ridicule en témoigne, mais sans non plus susciter d'hostilité.

CT : Que nous reste-t-il aujourd'hui de mai 68 ?

A. K. : Il faut comprendre combien par rapport à 68 les réalités ont aujourd'hui changé. Par exemple, 500 000 étudiants en 68, plus de 2 millions aujourd'hui. Quant au prolétariat, il est plus nombreux que jamais, mais profondément divisé, par des salaires et des conditions sociales formidablement différenciées. D'où une absence de conscience d'être partie prenante d'une même communauté de classe, et l'absence d'un projet partagé et porteur. Ainsi, de manière symptomatique, les comportements électoraux ne sont plus les mêmes : on ne vote plus *pour*, mais *contre*. Quand on vote... Puisque le phénomène massif est

Le travail d'une organisation politique est d'œuvrer à redonner cette conscience pour proposer une perspective de pouvoir. Donc de résoudre le problème actuel : si le capitalisme est massivement rejeté, il n'existe toujours pas d'alternative crédible.

CT : Une des différences entre aujourd'hui et 68 n'est-ce pas aussi l'affaiblissement de la conscience internationaliste ?

A. K. : C'est évident. À propos de la Syrie, lorsqu'on manifeste à 1 000 on se dit que c'est fantastique. C'est désolant. Comme le fait qu'il n'y ait aucune manifestation en réaction aux guerres, massacres et répressions qui se multiplient dans le monde. Il semble que la conscience internationaliste s'est diluée, au point de paraître avoir quasiment disparu. C'est terrible !

Quelle différence en effet avec les années 68 ! Alors on vibrait à ce qui se passait à Berlin, à Prague, en Pologne... Avec le Vietnam bien sûr, et aussi le Mexique...

CT : Remémorer 68, lorsqu'on regarde ce qu'est aujourd'hui la situation, n'est-ce pas risquer la déprime ?

A. K. : Cette fois je citerai Trotski, qui a expliqué que lorsque existe un mouvement social, quel qu'il soit, les gens deviennent méconnaissables, et ce quelle que soit leur catégorie sociale.

Ainsi, en 68, en réaction à l'expulsion de Cohn-Bendit, on a vu des milliers de jeunes se mettre à hurler « *Nous sommes tous des Juifs allemands !* ». Chose tout à fait impensable la veille ! Et proprement sidérante...

La nécessité d'une explosion générale garde toute son actualité. Mais il est plus difficile que jamais de l'envisager. Les gens n'y croient plus. Il y a des mobilisations, pensons à Notre-Dame-des-Landes, aux centaines de conflits dans les entreprises, on verra prochainement ce qu'il en sera pour les cheminots... Mais dans la conscience collective règne le désarroi. Même si l'anticapitalisme est très fort, et ô combien justifié, une perspective de rupture avec le capitalisme est privée de crédibilité. D'où cette situation très inquiétante qui voit qu'en Europe ce sont les forces nationalistes, voire fascistes, qui ont le vent en poupe.

Il n'empêche, je le répète : un parti anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste... est plus que jamais nécessaire. Et admettons que plus que jamais c'est également difficile d'y parvenir, compte tenu de ce désarroi que j'évoquais. Grande différence avec 68 !

CT : Bref, ça ne t'est pas passé avec l'âge²...

A. K. : En effet ! La conscience de la difficulté ne doit pas conduire au renoncement. Pas question d'abandonner. L'espoir reviendra, peut-être plus vite que prévu. À cela nous devons nous préparer.

Propos recueillis par Francis Sitel, cet entretien est paru dans [le numéro de](#) Contretemps consacré à mai 68.

Illustration : Photothèque rouge.

références

références

↑**1** Alain Krivine, *La farce électorale*, 1969, Le seuil.

↑**2** Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge*, 2006, Flammarion.